



REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

N° D2025/10 7. Finances locales – 7.5. Subventions – 7.5.1 Demandes

DEMANDE D'UNE SUBVENTION AUPRES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC ÎLE-DE-FRANCE NATURE DANS LE CADRE DU PROJET DE REQUALIFICATION DU SQUARE LEON BLUM A BOULOGNE-BILLANCOURT

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS SEINE OUEST

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5219-5 ;

VU la délibération n° C2020/07/07 du conseil de territoire du 10 juillet 2020 accordant délégation au Président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest pour demander à tout organisme financier l'attribution de subventions pour tout projet ou action relevant des compétences de l'établissement public territorial ;
s finances de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest, notamment pour connaître toute question relative à l'instruction des demandes de subventions ;

VU l'arrêté n° A2023/14 du 20 avril 2023 portant délégation de signature à Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Vice-président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest pour demander à tout organisme financier l'attribution de subventions pour tout projet ou action relevant des compétences de l'établissement public territorial au titre des affaires relevant notamment des espaces verts ;

CONSIDERANT que dans le cadre du projet de requalification du Square Léon Blum à Boulogne-Billancourt, l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest souhaite solliciter auprès d'Île-de-France Nature une subvention au taux le plus élevé possible ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest sollicite auprès de l'Etablissement Public Île-de-France Nature une subvention au taux le plus élevé possible dans le cadre du projet de requalification du Square Léon Blum à Boulogne-Billancourt.

ARTICLE 2 : L'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest prendra en charge la part non-couverte par ladite subvention.

ARTICLE 3 : Les mouvements financiers correspondants seront imputés aux chapitres 13 (subventions d'investissement) et 23 (immobilisations en cours) du budget principal de l'établissement public territorial.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest dans un

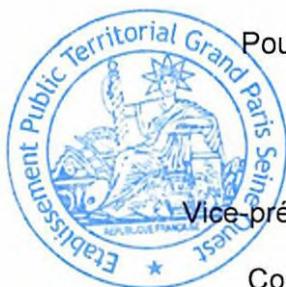
Accuse de réception en préfecture
092-200057974-20250129-D2025-10-A1
Date de télétransmission : 10/02/2025
Date de réception préfecture : 10/02/2025

délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest est chargé de l'application de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine ;
- Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Boulogne-Billancourt ;
- Madame la Présidente de l'Etablissement Public Île-de-France Nature.

Fait à Meudon, le 29 janvier 2025



Pour le Président et par délégation,

B. Gauducheau

Bernard GAUDUCHEAU

Vice-président en charge des Espaces Verts
Maire de Vanves
Conseiller régional d'Île-de-France